



Jean-Jacques Konadjé

CÔTE D'IVOIRE, LE PRIX DE LA PAIX POSITIVE



Côte d'Ivoire

Le prix de la paix positive

Par
Jean-Jacques Konadjé

Sur l'auteur

Docteur Jean-Jacques Konadjé est un expert consultant international en sécurité, défense et stratégie. Il est titulaire d'un Doctorat en science politique spécialité géopolitique et relations internationales, obtenu à l'Université Toulouse I. Meilleur chercheur Afro-Caribéen de toute l'Europe pour l'année 2016-2017, il est aussi expert-consultant international en géopolitique et relations internationales, expert en stratégie, en réforme du secteur de la sécurité (RSS), enseignant en communication, spécialiste de la défense et de la sociologie militaire Ecole Militaire Paris, expert-Consultant en ALPC et DDR et spécialiste du renseignement et de la lutte anti-terroriste.

Il est régulièrement sollicité dans les conférences et sur les télévisions de certaines chaînes africaines et européennes. Il est membre de plusieurs associations intellectuelles comme : l'Association fédérative des experts et consultants de la coopération technique internationale (AFECTI) basée à Paris, l'African Security Sector Network (ASSN) basé au Ghana, le Réseau francophone des opérations de paix (ROP) basé au Canada.

Illustration de couverture : © laDiplomatique d'Abidjan (LDA, ladiplomatiqedabidjan.com)

Mentions Légales

Friedrich-Ebert-Stiftung Côte d'Ivoire
Abidjan, Cocody, Riviera Attoban, non loin de l'Hôtel Manhattan Suites.
08 BP 312 Abidjan 08
Tél : +225 22 43 88 99
Fax : +225 22 43 87 54
Email : info@fes-cotedivoire.org

© Friedrich-Ebert-Stiftung,

L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans l'autorisation écrite de la FES. Les idées et thèses développées dans la présente étude sont celles de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement à celles de la FES.

SOMMAIRE

Sommaire	3
Sigles	4
Note Introductive	5
I. Les défis de la paix positive en Côte d'Ivoire	8
• Des mouvements au sein de l'Armée, influencés par le contexte sociopolitique	8
• Les conséquences des mutineries des mois de janvier et mai 2017	12
• L'épineuse question des démobilisés	13
• La violence juvénile ou le phénomène social des « microbes »	14
• La question des coupeurs de route	16
II. Enjeux et interactions autour de la paix positive en Côte d'Ivoire	18
• L'avenir politique du pays : enjeu de tous les antagonismes	18
• La réconciliation nationale : repenser la dynamique	22
• La RSS : aller au-delà de l'existant	25
• Le DDR et les enjeux du moment	26
III. « Ni paix ni guerre » ? Conclusion et recommandations	29
➤ Au Gouvernement Ivoirien	29
➤ A la Fondation Friedrich Ebert	30
➤ Au Gouvernement Allemand et à l'Union Européenne	31
Bibliographie	33

Sigles :

- **ADDR** : Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration
- **ADS** : Agent De Sécurité
- **AIRD** : Alliance Ivoirienne pour la République et la Démocratie
- **APO** : Accord Politique de Ouagadougou
- **CDVR** : Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation
- **CCSR** : Cellule de Coordination et de Suivi des activités de Réinsertion des démobilisés
- **CEDEAO** : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- **CFA** : Communauté Financière Africaine
- **CONARIV** : Commission Nationale pour la Réconciliation et l'Indemnisation des Victimes
- **CPI** : Cour Pénale Internationale
- **CNO** : Centre-Nord-Ouest
- **CNS** : Conseil National de Sécurité
- **CURDIPHE** : Cellule Universitaire de Recherche et de Diffusion des Idées et des Actions Politiques du Président Henri Konan Bédié
- **DDR** : Désarmement, Démobilisation et Réintégration
- **EAN** : Elément de l'Armée Nouvelle
- **ECOMOG** : Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group (Brigade de surveillance du cessez-le-feu de la CEDEAO)
- **EDS** : Ensemble pour la Démocratie et la Souveraineté
- **FACI** : Forces Armées de Côte d'Ivoire
- **FAFN** : Forces Armées des Forces Nouvelles
- **FPI** : Front Populaire Ivoirien
- **FRCI** : Forces Républicaines de Côte d'Ivoire
- **GIPRI** : Geneva International Peace Research Institute
- **GOR** : Gbagbo Ou Rien
- **MJP** : Mouvement pour la Justice et la Paix
- **MPCI** : Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire
- **MPIGO** : Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest
- **ONG** : Organisation Non Gouvernementale
- **PDCI** : Parti Démocratique de Côte d'Ivoire
- **PGO** : Partenariat pour un Gouvernement Ouvert
- **PNCS** : Programme National de Cohésion Social
- **RDR** : Rassemblement Des Républicains
- **RHDP** : Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix
- **RPP** : Rassemblement Pour la Paix
- **RSS** : Réforme du Secteur de la Sécurité
- **UNG** : Union des Nouvelles Générations

NOTE INTRODUCTIVE

La Côte d'Ivoire est entrée dans l'année 2017 de façon bruyante ! Au-delà des trompettes et des tambours qui ont agrémenté les différentes festivités marquant le début d'une nouvelle année, le pays va très rapidement être le théâtre d'une série de mutineries et de revendications de démobilisés. Cette situation sociopolitique, pour le moins sensible, voire tendue, a défrayé la chronique au premier semestre de l'année en cours et a suscité beaucoup d'angoisses et d'interrogations dans toutes les chancelleries. Elle a aussi fait « La Une » de la presse quotidienne nationale et surtout des médias internationaux.

Au-delà des conséquences drastiques que ces événements ont pu avoir sur l'image du pays, c'est davantage leur dimension symbolique, à l'aune du contexte dans lequel ils se sont déroulés, qui devrait faire l'objet d'une attention particulière. Ils ont eu la particularité de mettre en exergue le baromètre social qui prévaut en Côte d'Ivoire, et surtout les rapports que certaines catégories socioprofessionnelles du pays entretiennent avec l'autorité de l'Etat. Pourtant, ces dernières années, la Côte d'Ivoire a été considérée comme un pays favorable aux investissements; le bon élève de la communauté internationale et de l'Afrique francophone, après avoir rejoint en 2015 le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO), plateforme internationale dont la mission est d'améliorer la transparence dans la gestion des affaires publiques.

Cependant, avec cette renommée internationale dont jouit la Côte d'Ivoire, comment peut-on expliquer les différents soubresauts que le pays a traversés ces derniers mois ? Concrètement, que cache la stabilité apparente observée dans le pays ?

La vérité, c'est que six années après la crise post-électorale sanglante, la Côte d'Ivoire a emprunté résolument le chemin du développement. Grâce aux différents programmes de sortie de crise, initiés par le Gouvernement avec l'appui des partenaires au développement, le pays a recouvré la stabilité. Il est désormais de retour dans le concert des Nations et aspire même à être émergent en 2020. Mais, à la lecture des récents événements qui ont rythmé la vie de la Nation ivoirienne, tout porte à croire que malgré le charme discret de la paix qui y règne, la Côte d'Ivoire semble en proie à une violence symbolique qui se manifeste sous plusieurs formes. Elle est donc loin d'être un long fleuve tranquille !

Pis, en tentant de comprendre les causes profondes qui pourraient être à l'origine de ce malaise social généralisé, on s'aperçoit que le pays semble rattrapé par quelques vieux démons, mutants, nés pendant les huit années de crises, voire au-delà de celles-ci et dont les appétits s'aiguisent au gré de l'évolution du contexte géopolitique national actuel. En effet, de 2002 à 2010, les différents accords politiques qui visaient à ramener une paix durable dans le pays se sont par moments heurtés à la complexité des réalités du terrain. Une situation matérialisée par le jeu trouble et les agendas cachés de certains acteurs politiques et militaires ivoiriens, ainsi que des acteurs non étatiques.

L'évolution de cette crise ivoirienne, et surtout la façon dont elle a été résolue, ont aujourd'hui un impact considérable sur le climat de paix dans le pays. Au-delà des remous sociaux et des mutineries constatées pendant le premier semestre de l'année 2017, la problématique de la réconciliation nationale et la question des exilés devraient faire l'objet d'une attention particulière.

En mettant à rude épreuve la situation sociopolitique, ces événements ont révélé les limites du climat social qui prévaut en Côte d'Ivoire. S'il est communément admis que la paix est de retour dans le pays, force est de constater que sa fragilité nous emmène à nous interroger sur sa véritable nature. L'absence de guerre, de violence et de répression constatée depuis la fin de la crise post-électorale sont effectivement le signe d'une « *paix sommaire* » qu'il nous est donné de constater. Toutefois, cette vision restrictive de la paix qui n'est autre que la paix négative ne peut être le socle sur lequel devrait prospérer la Démocratie. De façon succincte et d'un point de vue géopolitique, la paix négative se définit comme l'absence de conflit ou l'absence de violence organisée entre les Etats ou à l'intérieur d'un même Etat. Vu sous cet angle, il va sans dire que pour comprendre sa dynamique en Côte d'Ivoire, on se réfère à la situation sociopolitique qui y prévaut, afin d'en relever les limites. A cet effet, l'urgence pour le Gouvernement Ivoirien de mener des actions devant s'inscrire sur le moyen et long terme dans une dynamique de paix positive s'impose et doit nécessairement être pensée à tous les niveaux de la société. Concrètement, il s'agit pour l'Etat de Côte d'Ivoire d'aller au-delà de

l'existant, en mettant en œuvre des actions qui contribueront à penser autrement la paix et à l'enraciner davantage dans la culture du pays et dans les habitudes des Ivoiriens.

A travers cette étude, il sera question de déterminer « *pourquoi la paix « positive » montre ses limites en Côte d'Ivoire* ». Pour cela, il s'agira d'analyser à différents niveaux l'évolution de la situation sociopolitique de la Côte d'Ivoire à l'aune du concept d'« *économie politique* » et de l'interaction entre le contexte et les acteurs, pour faire des recommandations concrètes dont la mise en œuvre devrait contribuer à matérialiser la paix positive dans le pays. En effet, l'évolution du climat sociopolitique Ivoirien a montré à bien des égards que l'arrivée de certains leaders et figures de proue sur la scène politique ivoirienne depuis 1990 a été davantage motivée par leurs intérêts personnels plutôt que par l'intérêt supérieur de la nation. En témoignent le nombre d'alliances qui se sont nouées et dénouées au gré des circonstances.

Dans un tel contexte, le chemin de la paix emprunté par les Ivoiriens au lendemain des premiers accords de paix signés après la crise de 2002 ne pouvait qu'être parsemé d'embûches. Les petits calculs entre certains hommes politiques sur fond de boulimie du pouvoir ont fini par avoir un impact sur la vie de la Nation. Animés par des motivations implicites, les agissements et actions de ces hommes politiques ont piégé la dynamique de paix qui avait été enclenchée en Côte d'Ivoire. Pendant de nombreuses années, en référence à leurs agendas parallèles, nombre de leaders politiques ont tenu un double discours. La conséquence de tels

agissements a été l'éclatement d'une crise post-électorale dont les effets pervers continuent de se faire ressentir à ce jour. Vu sous cet angle, on est tenté de comprendre pourquoi la paix, tant souhaitée par les Ivoiriens a du mal à se matérialiser.

Notre réflexion s'articulera autour de deux grands axes. Après avoir relevé les défis de la paix positive, nous analyserons à travers une méthodologie de l'économie politique, les différents enjeux et la multitude d'interactions qui sous-tendent cette approche de la paix.

I- LES DÉFIS DE LA PAIX POSITIVE EN CÔTE D'IVOIRE

Contrairement aux idées reçues, la paix positive ne se définit pas en opposition à la paix négative. Elle apparaît plutôt comme le refus de la violence structurelle. En effet, selon Roy Preiswerk, membre fondateur du Geneva International Peace Research Institute (GIPRI), « *il faut entendre par violence structurelle, tout ce qui détruit les hommes dans leur être psychique, physique et spirituel de manière anonyme et sans qu'ils soient personnellement agressés par les armes [...] La réduction de la violence structurelle, qui conditionne l'établissement d'une paix positive, se fonde sur certaines notions telles que la justice sociale, l'équité, l'émancipation, les droits de l'homme, etc.* ».

Le politologue norvégien Johan Galtung définit la paix positive dans son ouvrage *Theories of peace. A synthetic approach to peace thinking* comme étant un état où figure « *la coopération, une vie à l'abri de la peur, du besoin et de l'exploitation, la croissance et le développement économique, l'égalité et la justice, le pluralisme et le dynamisme et où la violence est moindre mais pas absente* ». Pour l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) suisse Graines de Paix, la paix positive est un « *un processus actif qui va au-delà d'une attitude non-violente, qui recherche les moyens qui vont permettre non seulement de résoudre un conflit, mais aussi, d'établir des liens et un esprit de respect et d'entente qui soient durables entre parties.* »

Ces définitions montrent à bien des égards que la paix positive devrait être appréhendée dans une perspective holistique. Ceci signifie que sa définition et sa mise en application tiennent compte de plusieurs paramètres. La problématique de mettre en œuvre cette approche de la paix en Côte d'Ivoire permet de questionner le sens réel de la notion de paix sur le continent, et plus particulièrement dans un contexte de sortie de crise. Bien souvent, après avoir connu de longues périodes de crise, la paix peut être perçue comme la cessation des hostilités. Pourtant, cette situation n'est qu'une étape dans la longue marche vers la paix positive. Les conditions d'une paix positive en Côte d'Ivoire passent aussi par plusieurs défis qu'il convient de considérer à l'aune du contexte géopolitique qui caractérise le pays à ce jour.

• Des mouvements au sein de l'Armée, influencés par le contexte sociopolitique

S'il est communément admis que depuis la fin de la crise post-électorale, les bruits de bottes se sont par moment faits entendre dans le pays, force est de constater que tout au long du premier semestre 2017, la situation sociopolitique en Côte d'Ivoire sera marquée par une série d'évènements dont certains ne sont que la suite logique, voire les conséquences directes, des nombreuses crises traversées par le pays.

En 1990, l'avènement du multipartisme en Côte d'Ivoire (suivi du printemps de la presse écrite) a contribué à façonner le paysage sociopolitique du pays et à jeter

les bases d'une nouvelle donne géopolitique locale. Dès lors, au nom de la Démocratie, les critiques à l'endroit du pouvoir, et plus particulièrement de l'ex-parti unique PDCI-RDA, s'accroissent. Des contestations de tout genre voient le jour et gagnent tous les secteurs d'activités, dont l'armée. La crise de la succession du Président Houphouët-Boigny contribuera à fragiliser le climat de paix. L'armée ivoirienne, qui dans les années 80 était considérée comme l'une des mieux organisées de la région, subira les secousses du climat sociopolitique qui prévaut dans le pays.

De plus en plus, nombreux seront les militaires qui serviront le même drapeau, mais pas forcément les mêmes hommes. Cette politisation de l'armée qui sera à l'origine de sa division s'accroîtra au fil des années. Avec le coup d'Etat de 1999, l'armée ivoirienne sera projetée au-devant de la scène politique du pays. Les dix mois de transition militaire vont davantage accentuer la dislocation de l'outil de défense. Certains militaires ayant joué un rôle prépondérant dans le coup d'Etat militaire seront arrêtés, emprisonnés et torturés. D'autres se verront contraints à prendre le chemin de l'exil. D'ailleurs, ce sont ces derniers qui seront les leaders de la rébellion qui éclatera en 2002. La transition militaire sera considérée comme une période au cours de laquelle un véritable désamour s'est installé entre les populations ivoiriennes et leur armée. Elles la qualifieront par ailleurs de brutale. Le désir du Général Guéï de se maintenir au pouvoir à la suite de la transition sera à l'origine de l'élimination des candidats Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié lors des joutes électorales d'octobre 2000.

C'est dans ce contexte sociopolitique et militaire marqué par des soubresauts que Laurent Gbagbo est élu Président de la République de Côte d'Ivoire. Malgré les efforts en vue de créer un climat propice à la réconciliation et à la cohésion sociale, le pays restera en proie à de vives tensions politiques et militaires jusqu'à la tentative de coup d'Etat du 19 septembre 2002. Cette opération militaire va se muer en une rébellion armée.

Ainsi, huit années durant, la Côte d'Ivoire sera politiquement, administrativement et militairement divisée en deux. D'une part, une zone qualifiée de gouvernementale, environ 40 % du territoire national, dirigée par Laurent Gbagbo. Et d'autre part, la partie Centre-Nord-Ouest (CNO) du pays, contrôlée par les Forces Nouvelles, composées à l'origine des trois principaux groupes rebelles que sont le MPC (Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire), le MJP (Mouvement pour la Justice et la Paix) et le MPIGO (Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest).

La crise ivoirienne fera l'objet d'une attention particulière de la part de la communauté internationale. Plusieurs accords et résolutions seront signés pour tenter d'y mettre fin. La présence d'une force française, à travers l'opération « *Licorne* », le déploiement des Forces militaires de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), d'une mission des Nations Unies et enfin d'une opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire ne parviendront pas à mettre fin à l'état de belligérance entre les différents antagonistes. Au cours de cette période, certains programmes de sortie de crise montreront leurs limites. Malgré toutes ces initiatives, le pays demeurera dans une situation de « *ni paix, ni guerre* ».

A la sortie de cette crise, la Côte d'Ivoire se retrouve avec une armée plus que jamais divisée et une cohésion sociale en lambeau. Des milliers d'Ivoiriens se trouvent en exil dans les pays limitrophes. Des Ivoiriens armés, désœuvrés et ayant pris une part active à la dimension militaire de la crise post-électorale doivent être réintégrés dans l'urgence dans le tissu socioéconomique du pays. Conscient que la paix est l'une des conditions préalables à tout développement socioéconomique d'un pays, le Gouvernement Ivoirien initie plusieurs programmes de sortie de crise dont la finalité est de contribuer à plusieurs niveaux à la normalisation de la situation, à l'instauration d'un climat sécuritaire appréciable et au retour à une paix durable. C'est dans cette dynamique que sera lancé dans le pays, un vaste programme de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), avec son volet relatif au processus DDR piloté par l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (ADDR). Parallèlement, est mis en place une Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR) qui a pour mission de réconcilier les Ivoiriens. Dans le même temps est créé le Programme National de Cohésion Sociale (PNCS), en vue d'instaurer un climat de vivre ensemble entre les populations. Même si tous ces programmes ont eu la particularité de créer des conditions optimales pour un retour à la normalité, force est de constater que les récents événements qui ont secoué le pays ont montré que la paix en Côte d'Ivoire demeure fragile.

En effet, depuis la fin de la crise post-électorale, malgré la mise en œuvre de la réforme du secteur de sécurité, l'outil ivoirien de défense peine à se mettre convenablement en place. Loin d'être « *la*

grande muette », l'armée ivoirienne serait devenue ces derniers temps « *la grande bavarde* », au point où l'on serait tenté de dire que les soulèvements intempestifs en son sein pourraient désormais apparaître aux yeux des populations comme une norme en matière de contestation. Sur un ton ironique, il n'est pas rare d'entendre dans les discussions de quartier, un proverbe *made in* Côte d'Ivoire, qui résume bien le point de vue des Ivoiriens, agacés par cette question : « *L'argent n'aime pas le bruit, mais le bruit des armes accélère le paiement de l'argent* ». Au-delà du ton sarcastique, ce poncif traduit bien l'idée que les Ivoiriens se font de la relation Armée-Etat.

Si en novembre 2014, les manifestations de certains militaires contre, entre autres, les impayés de leurs soldes avaient été comprises et satisfaites par le gouvernement, force est de constater que les mutineries de 2017 ont suscité plusieurs interrogations et continuent de faire couler beaucoup d'encre.

Dans la nuit du 5 au 6 janvier 2017, une mutinerie menée par le « contingent des 8 400 » éclate dans la ville de Bouaké, le fief de l'ex-rébellion, dans le centre du pays. Pour rappel, « le contingent des 8400 » est constitué de 5000 Eléments de l'Armée Nouvelle (EAN) issus des Forces Nouvelles, qui ont été intégrés dans l'armée à la faveur de l'Accord Politique de Ouagadougou (APO) ; et de 3400 Agents De Sécurité (ADS), également issus des FN et qui avaient contribué à la sécurisation des élections en 2010 avant d'être reversés dans l'armée. La mutinerie susmentionnée est donc l'œuvre des éléments de ce contingent, qui revendiquent l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail et des primes à hauteur de douze millions de Francs CFA par personne. Des primes qu'ils qualifieront

eux-mêmes de « *primes ECOMOG* », en raison des circonstances dans lesquelles elles leur ont été promises. Le mouvement s'étend très rapidement à plusieurs grandes villes du pays comme Daloa, Korhogo, Bondoukou et Abidjan.

Ces bruits de bottes en ce début d'année 2017 créent la confusion totale au sommet de l'Etat et au sein des grands commandements militaires. Même si ces revendications militaires ont été qualifiées de « *compréhensibles mais déplorables* » par le Ministre Ivoirien en charge de la défense de l'époque, l'exigence du paiement de supposées « *primes ECOMOG* » de douze millions Francs CFA n'obéissait à aucun fondement juridique, et encore moins à une quelconque logique politique. Pourtant, les porte-paroles des mutins n'ont cessé de clamer haut et fort que cette somme leur aurait été promise en 2011 par leurs chefs peu avant le lancement de l'opération « *restaurer la Paix et la Démocratie* » par les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) contre le régime du Président Laurent Gbagbo.

Très vite, la ville de Bouaké, l'ancien bastion des ex-Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN), devient le centre névralgique de la contestation des hommes en armes. Dans presque toutes les casernes, les drapeaux seront en berne. Des postes frontaliers seront tenus par ces militaires mécontents. Dans cet environnement sensible, le déplacement du Ministre Ivoirien de la défense à Bouaké sera diversement interprété par l'opinion publique. Si certains ont vu dans cette démarche un courage politique, d'autres interpréteront cet acte comme une erreur stratégique qui donnera une autre

tournure aux revendications des mutins. Toujours est-il que ce départ sur Bouaké permettra au Gouvernement Ivoirien et aux mutins de trouver un accord qui prévoit le paiement d'une prime de douze millions Francs CFA à chacun des mutins du contingent 8400. Pendant une semaine, ceux-ci manifesteront jusqu'au versement d'une partie de leurs primes.

Malgré les discussions entamées aussitôt par les autorités ivoiriennes avec les soldats, le pays vivra pendant près d'une semaine au rythme de cette mutinerie. La décision du Gouvernement Ivoirien de prendre l'engagement de procéder au paiement des primes dites « *ECOMOG* », avec le décaissement immédiat d'une avance de cinq millions de Francs CFA à chacun des mutins, contribuera au retour des militaires dans les casernes. Cette posture de l'Etat de Côte d'Ivoire face aux revendications des mutins sera à l'origine de plusieurs autres grognes et de tentatives de mutineries au sein de certaines forces de défense et de sécurité ivoiriennes. Ce sera le cas de la gendarmerie nationale, des eaux et forêts, de la garde pénitentiaire et de l'office national de la protection civile. Au mois de mai 2017, la décision du Gouvernement de revenir sur le paiement du reliquat des primes a été à l'origine d'une autre mutinerie dans toute la Côte d'Ivoire. Pendant quatre jours, on assistera à de vives tensions dans certaines villes. Face à la dégradation du climat socio-militaire, le Gouvernement optera finalement pour le paiement du reliquat des primes.

• Les conséquences des mutineries des mois de Janvier et de Mai 2017

Elles ont projeté sous les feux de l'actualité internationale la relation tendue que l'armée ivoirienne entretient avec le pouvoir. Elles ont aussi révélé une certaine limite dans la gestion de certains dossiers relatifs à l'outil de défense, même si dans une interview accordée à l'Hebdomadaire continental *Jeune Afrique N°2948 du 9 au 15 Juillet 2017*, le Premier Ministre ivoirien n'a pas manqué de « *rappeler que ces mutineries concernent des faits du passé, n'ayant rien à voir avec la gestion des différents gouvernements qui se sont succédés depuis l'accession au pouvoir du Président Ouattara en 2011* ». Toutefois, le moins que l'on puisse dire est que la décision de payer des primes à une partie des militaires pourrait être interprétée comme une erreur hautement stratégique, en ce sens qu'elle a contribué à fragiliser davantage la cohésion sociale « *quasi-inexistante* » dans l'armée. La conséquence directe, c'est que d'autres groupes de militaires et des éléments issus de différents corps paramilitaires ont davantage affiché leur mécontentement.

Le constat qui se dégage est que le paiement des primes aux 8400 militaires a ouvert le bal aux revendications et aux contestations au sein des institutions de défense et de sécurité de la Côte d'Ivoire. Plusieurs corps militaires et paramilitaires ont dénoncé une politique de discrimination et de division qui, d'après eux, serait entretenue par le Gouvernement Ivoirien. Pour preuve, depuis le paiement du reliquat des primes au contingent des 8400, des groupes de militaires ont exposé leur colère au grand jour. Parmi eux, un groupe

de soldats qui se fait appeler « le contingent des 2600 » s'est fait signaler à la mi-juin 2017. En effet, à l'instar des autres groupuscules tapis dans l'ombre et bien souvent à la solde d'hommes politiques véreux, les soldats issus du contingent des 2600 estiment avoir mené le même combat que ceux des 8400. Par conséquent, ils exigent que l'Etat de Côte d'Ivoire leur verse aussi des primes. Malgré les discussions engagées avec leur ministère de tutelle, ces soldats sont restés campés sur leur position. Ainsi, dans la nuit du 14 au 15 juillet 2017, ils ont décidé de mettre leurs menaces à exécution en déclenchant une mutinerie dans trois casernes du pays.

Face à cette situation, les militaires du « contingent des 8400 » vont s'opposer farouchement à ce soulèvement. Au 4^e bataillon d'infanterie de Korhogo, les affrontements entre les militaires feront quatre morts et trois blessés du côté du « contingent des 2600 ». Cette mutinerie marque un tournant décisif dans l'histoire des Forces Armées de Côte d'Ivoire (FACI) car c'est la première fois qu'un affrontement a lieu entre des soldats dans le même camp militaire.

Depuis 2011, les mouvements au sein des Forces armées et de sécurité apparaissent comme le fruit d'une Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) inachevée et dont les retombées immédiates n'ont pu avoir un impact significatif sur l'environnement des soldats. Cinq ans après le lancement de cette réforme, le bilan du volet défense de la RSS demeure en partie théorique. Les besoins les plus élémentaires des soldats, à savoir l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail restent insatisfaits. Les autorités doivent apporter des solutions à ces besoins afin d'inscrire l'outil ivoirien de défense dans une nouvelle posture, qui, au fil du temps, permettra non seulement à l'armée de se réconcilier avec elle-même,

mais aussi avec la population et surtout de tourner la page de récents événements qui ont mis sous l'éteignoir le système ivoirien de défense. En plus des différentes mutineries, le premier semestre de l'année 2017 a connu d'autres mouvements d'humeurs comme celui des démobilisés.

• **L'épineuse question des démobilisés**

Deux années après la fin du processus de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (DDR) des ex-combattants, la question des démobilisés continue de se poser avec acuité en Côte d'Ivoire. En effet, en 2017, en marge des différentes mutineries, plusieurs milliers de démobilisés constitués en différents groupes et issus des Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN) ont régulièrement battu le pavé dans les plus grandes villes du pays pour crier leur indignation et leur frustration face à certaines situations qu'ils qualifient d'injustes. La décision prise par l'Etat de Côte d'Ivoire de payer une prime de douze millions de Francs CFA à chacun des militaires du « contingent des 8400 » a été l'un des éléments déclencheurs des mouvements d'humeur que l'on constate chez les démobilisés. En se référant à l'argument qui a été avancé et soutenu par l'Etat de Côte d'Ivoire pour justifier le paiement de ces primes, les ex-combattants estiment qu'ils devraient bénéficier à leur tour des mêmes avantages (primes de douze millions et grades de caporal) que leurs ex-frères d'armes de la rébellion. A ceux-ci s'ajoute la catégorie d'ex-combattants qui, bien qu'ayant bénéficié de projets de réintégration dans le tissu socio-économique, remettent en cause aujourd'hui le processus DDR.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, après avoir été insérés ou réinsérés dans la vie civile, en optant pour des projets de vie, les ex-combattants continuent de se comporter comme des militaires. Malgré le fait qu'ils aient effectué leur désarmement à travers le processus du DDR, certains parmi eux, continuent de disposer d'armes et de munitions par devers eux. Aussi, ressort-il des investigations que nombreux sont les démobilisés qui auraient pris une part très active dans les différentes mutineries qui ont secoué le pays en 2017.

A Bouaké, dans l'ex-bastion des Forces nouvelles, en guise de contestation, les démobilisés ont régulièrement bloqué les corridors aux entrées de la ville, tout au long du premier semestre de l'année 2017. Une situation qui a créé une psychose généralisée dans le pays. A Korhogo, dans l'extrême Nord du pays, cela a été le même son de cloche. Dans les principales villes du pays, on a assisté à la création de la « cellule 39 », un mouvement qui prétend défendre les intérêts des démobilisés dont les numéros de matricule commencent par le chiffre 39.

Les différentes menaces que ces démobilisés ont constamment proférées et les actions d'éclat qu'ils envisageaient de mener à l'échelle nationale ont amené le Gouvernement Ivoirien à engager le dialogue avec les membres de la cellule 39. Au mois de mai 2017, les revendications des démobilisés ont pris une tournure dramatique. En effet, pendant la dernière mutinerie, des soldats de Bouaké ont ouvert le feu sur des démobilisés, qui tenaient une réunion dans leur quartier général, afin de profiter de la mutinerie pour revendiquer, à leur tour, le paiement de leurs primes. Le 23 mai 2017, alors qu'ils avaient bloqué le

corridor au sud de la ville de Bouaké, quatre démobilisés meurent au cours d'une opération des forces régulières (police et gendarmerie) qui tentait de les disperser. Le communiqué émanant du Ministère d'Etat, Ministère de l'intérieur et de la sécurité met clairement en cause les démobilisés dans la mort de leurs cama-rades. Il faut dire que certains de ces ex-combattants qui étaient armés au cours de cette manifestation ont dégoupillé une grenade qui a explosé en leur sein.

Malgré les discussions avec certains membres du Gouvernement, les démobilisés continuent de manifester pour se faire entendre de façon violente. Dans la nuit du 14 au 15 juillet 2017, des ex-combattants de la ville d'Abidjan attaquent le commissariat du 32^e arrondissement, volent les véhicules de service de la police nationale, ainsi que deux Kalachnikovs, avant d'occuper un axe routier pendant de longues heures dans la commune d'Abobo. A l'analyse de ce qui précède, tout porte à croire qu'au-delà des revendications pécuniaires, des mouvements de démobilisés cacheraient d'autres objectifs qu'il convient de prendre en compte dans l'analyse de l'évolution sociopolitique du pays.

• La violence juvénile ou le phénomène social des « microbes »

L'apparition du phénomène des « microbes » a contribué à la hausse de la violence juvénile en Côte d'Ivoire. Il ressort des investigations que cette forme de banditisme a émergé au lendemain de la crise post-électorale, plus précisément, dans la commune d'Abobo. En effet, juste après l'arrestation du Président Gbagbo, le contexte sociopolitique du pays, marqué

par « *un vide sécuritaire* », a conduit des ex-combattants à assurer la sécurité dans plusieurs communes d'Abidjan. A Abobo, face à cette situation, des démobilisés appartenant aux différents mouvements des transporteurs de cette commune organisent informellement la sécurité autour de certains sites. Ce projet les emmène à recruter les jeunes qu'ils appellent communément « *les bons petits* » pour assurer la sécurité dans plusieurs zones. Implicitement, en lançant ce mouvement de sécurisation de sites, ces ex-combattants envisageaient d'avoir toujours le monopole et la mainmise sur le secteur des transporteurs dans la commune d'Abobo. Ces « *bons petits* » étaient aussi chargés d'encaisser des taxes parallèles sur tous les commerces implantés à la gare routière et aux alentours de la commune d'Abobo. Ce réseau mis en place permettait à ce groupe d'ex-combattants de percevoir quotidiennement de fortes sommes d'argent.

Le 15 octobre 2012, lorsque dans le cadre des opérations de déguerpissement lancées par la Ministre Anne Ouloto, les commerçants de la gare routière d'Abobo sont sommés de déguerpir les lieux, les forces de l'ordre se heurtent à une résistance farouche des chefs des syndicats qui n'hésiteront pas à ouvrir le feu sur eux. Malgré cette épreuve de force, les chefs des syndicats ainsi que leurs « *bons petits* » finiront par être délogés. En quittant la gare routière et la mairie d'Abobo, ces mouvements de syndicats qui se disent avoir été trahis par l'Etat se réorganisent autrement. C'est dans ce contexte que naissent les premières agressions par les « *bons petits* ». Depuis, ces jeunes sont devenus ultra-violents et commettent des agressions,

parfois très violentes, à l'arme blanche. Au cours de leurs différentes opérations, inspirées par le film brésilien *la cité des Dieux*, ces jeunes se donnent métaphoriquement le sobriquet de « microbes ». La récurrence et la cruauté de leurs actes font que le phénomène des « microbes » prend très vite de l'ampleur. En plus d'Abobo, plusieurs communes d'Abidjan, ainsi que des villes à l'intérieur du pays seront le théâtre de ces opérations de « microbes ». Avec le temps, on assistera à l'émergence d'une nouvelle vague de « microbes ». Ces groupes échappent désormais au contrôle des chefs de syndicats et sont interconnectés. On constate que les mouvements de « microbes » se sont autonomisés et ont changé leurs modes opératoires.

Contrairement à la première vague, la nouvelle génération de « microbes » est plus violente. A chacune de leurs opérations, il y a toujours des blessés graves et souvent des morts. Pour montrer leur bravoure, « les microbes » n'hésitent pas à opérer souvent, en pleine journée et à visage découvert, comme pour montrer leur mépris à l'égard des forces régulières de sécurité. Selon les investigations, il ne se passe pas un jour sans qu'il n'y ait de meurtre commis par « les microbes ». Cette nouvelle génération de « microbes » s'adonne également au fétichisme et au mysticisme.

Ce qu'il faut retenir, c'est que le phénomène des « microbes » a eu des conséquences pour le moins drastiques sur le fonctionnement de la société ivoirienne. Source d'insécurité notoire, il a projeté sous les feux de l'actualité nationale le débat sur la sécurité intérieure, et par ricochet les réelles capacités de nos forces de défense et de sécurité à lutter contre ce phénomène.

Depuis quelques mois, une psychose généralisée règne au sein des populations ivoiriennes, plus particulièrement, dans les communes telles qu'Abobo, Attécoubé, Adjamé et Yopougon qui font régulièrement l'objet de ces attaques. En effet, les limites des actions des forces régaliennes face à ce phénomène ont conduit les populations (de ces différents quartiers ou communes victimes) à organiser elles-mêmes leur propre sécurité en constituant des groupes d'auto-défense. Bien que ces réactions de la part de ces populations soient légitimées par la recherche de sécurité, elles pourraient être la porte ouverte à toute sorte d'abus (exécution sommaires, règlement de compte, lynchages, fausses dénonciations etc.). Elles pourraient donc accentuer le sentiment d'insécurité au sein de la population.

Aujourd'hui, l'Etat de Côte d'Ivoire a saisi l'ampleur de ce phénomène. Un programme a même été mis en place pour sortir ces jeunes délinquants du cercle vicieux dans lequel ils sont entrés. Ainsi, après avoir fini la gestion de la réintégration du résiduel des ex-combattants, la Cellule de Coordination et de Suivi des activités de Réinsertion des démobilisés (CCSR) s'occupe désormais de la resocialisation des « microbes » et surtout de leur insertion dans le tissu socioéconomique à travers l'apprentissage d'un emploi. Malgré ce programme, « les microbes » continuent de semer la psychose et l'insécurité sur toute l'étendue du territoire car le volet réinsertion manque de perspectives économiques et sociales véritables avec des activités « clés en main » à long terme. En effet, après six mois passés dans ce centre de resocialisation, ces jeunes sont ramenés dans le même environnement de drogues et de violence, où les familles économiquement pauvres ne sont pas préparées

à les recevoir. Selon les responsables de ce programme, 50 pour cent de ces enfants ne savent ni lire, ni écrire. La majorité de ces enfants est en situation d'abandon scolaire en raison des difficultés financières des parents et de leur manque d'intérêt pour l'école. Ce phénomène est la conséquence entre autres de la démission des parents. Parallèlement à la problématique des enfants en conflit avec la loi, le phénomène des coupeurs de route constitue un autre défi qu'il convient de prendre en compte dans l'édification de la paix positive en Côte d'Ivoire.

- **La question des coupeurs de route**

Le phénomène des « *coupeurs de route* » est une forme de criminalité dont le mode opératoire des malfaiteurs consiste à tendre une embuscade aux usagers d'une voie de passage qui peut être un axe routier moderne, une piste rurale ou une piste pour piétons. En Côte d'Ivoire, le phénomène des coupeurs de route est une vieille pratique. Cependant, depuis la fin de la crise post-électorale, il a connu des proportions galopantes, surtout avec la prolifération et la circulation illícite des armes légères et de petit calibre et l'introduction du téléphone portable dans les habitudes des populations. Désormais, disposant d'armes de guerre, ces malfrats ont progressivement fait de ces moyens de communication, des outils stratégiques pour leurs opérations. En effet, le téléphone portable leur permet de coordonner facilement leurs actions sur le terrain et de mieux se renseigner sur les mouvements des forces de maintien de l'ordre. Depuis quelques temps, il n'est pas rare de voir ces malfaiteurs ouvrir automatiquement le feu sur des véhicules pour les contraindre à s'immobiliser.

En Côte d'Ivoire, le phénomène des coupeurs de route a d'énormes conséquences sur la vie des populations. Au-delà de l'insécurité qu'il génère, il crée une psychose généralisée chez les populations et occasionne parfois des pertes humaines et/ou des blessures de toutes sortes que ces bandits de grand chemin infligent à leurs victimes. D'un point de vue économique, il faut souligner que le phénomène des coupeurs de route est à l'origine d'une perturbation du flux des échanges des produits entre les grandes villes, plus particulièrement dans la capitale économique et les zones affectées par cette forme de criminalité. Conséquence économique de ce phénomène, dans certaines régions du pays, les paysans éprouvent davantage de difficultés à écouler leurs produits.

Face à cette situation préoccupante, le Gouvernement ivoirien a développé une série d'initiatives sécuritaires pour venir à bout de ce fléau. Par exemple, l'opération « *Renard* », lancée par la gendarmerie nationale depuis décembre 2015, a permis à l'Etat ivoirien de réduire les actions des coupeurs de route dans certaines zones du pays. Dans la région de l'Est, l'opération baptisée « *vent d'Est* » a permis de neutraliser les actions de ces bandits de grand chemin. Mais malheureusement, le phénomène semble s'intensifier dans d'autres lieux. En marge de l'opération « *Renard* », plusieurs patrouilles des forces de l'ordre sont menées le long des grands axes pour dissuader tout projet d'attaque sur les grandes voies. Il ressort des investigations que certaines personnes impliquées dans cette forme de banditisme seraient soit des ex-démobilisés ou soit des ex-miliciens, selon la zone d'actions. Toujours est-il que les auteurs impliqués dans ce genre

d'attaques ont souvent eu une part active dans les différentes crises qui ont secoué le pays dans un passé récent. A ceux-ci s'ajoutent certains ressortissants de pays frontaliers qui sont présents en Côte d'Ivoire depuis des générations et dont les activités professionnelles leur permettent d'avoir une connaissance approfondie de leur zone d'opération.

Le phénomène des coupeurs de route a un impact considérable sur le climat social en Côte d'Ivoire, en ce sens qu'il met à rude épreuve l'émergence de la paix positive. Non seulement, il entrave la libre circulation des biens et des personnes, mais aussi et surtout, il a un impact psychologique sur les populations qui, contrairement aux principes fondamentaux de la sécurité humaine, vivent constamment dans la peur et l'inquiétude.

En Côte d'Ivoire, la problématique de la paix positive devrait être envisagée dans une perspective globale. Pour cela, au-delà des différents facteurs développés, l'étude de la paix positive dans le pays devrait prendre en compte un certain nombre de questions récurrentes qui pourraient entraver la cohésion sociale. Il s'agit entre autres de la question du foncier, avec pour conséquences, les violences intercommunautaires, du rôle des médias dans l'évolution du climat sociopolitique et enfin, de la situation des exilés depuis la fin de la crise post-électorale. C'est en tenant compte de tous ces paramètres que l'on pourra mieux cerner les enjeux et les interactions, autour de la paix positive en Côte d'Ivoire.

II- ENJEUX ET INTERACTIONS AUTOUR DE LA PAIX POSITIVE EN CÔTE D'IVOIRE

Depuis la fin de la crise post-électorale, l'année 2017 apparaît comme celle qui a connu le plus de crises sociales et militaires, qui ont eu tendance à fragiliser le pays. Comme nous l'avons dit plus haut, si les différentes mutineries ont créé un sentiment de peur et d'instabilité dans le pays, les récents mouvements sociaux de plusieurs couches socioprofessionnelles constatés tout au long du premier semestre de l'année 2017 ont eu la particularité de mettre en mal le climat sécuritaire et la cohésion sociale qui prévalent en Côte d'Ivoire. Cela montre d'ailleurs les différents intérêts et interactions qui gravitent autour de la problématique de l'édification de la paix positive dans le pays.

• L'avenir politique du pays : enjeu de tous les antagonismes

« *Les tragédies de l'histoire révèlent les grands hommes. Mais ce sont les médiocres qui provoquent les tragédies* ». Cette citation de Maurice Druon traduit à bien des égards le rôle que certains acteurs politiques ivoiriens ont joué dans les différentes crises qui ont traversé le pays. Qu'ils aient appartenu à l'opposition ou au parti au pouvoir, selon les circonstances et en fonction des périodes, la grande part de responsabilité des hommes politiques dans les récents événements n'est plus à démontrer. C'est pour cette raison que l'on ne peut appréhender le pays dans une dynamique prospectiviste, sans se référer à eux. L'établissement d'un climat de paix positive en Côte d'Ivoire devrait donc tenir compte du contexte géopolitique local, ainsi

que des acteurs qui l'animent. Mieux, en tirant les leçons d'un passé douloureux, l'avenir politique du pays apparaît comme le premier défi de l'établissement d'une paix durable en Côte d'Ivoire. Faisant l'objet de tous les fantasmes, depuis quelques temps, cet avenir s'est progressivement installé au cœur des débats de société.

Conformément à la Constitution de la 3^e République de Côte d'Ivoire qui limite le pouvoir exécutif à deux mandats de cinq ans chacun, le Président Ouattara est en train de terminer son deuxième mandat. Depuis que, dans un souci de transparence politique, le chef de l'Etat lui-même a annoncé publiquement et à plusieurs occasions qu'il ne serait pas candidat à sa propre succession en 2020, tous les yeux sont désormais rivés sur le fauteuil présidentiel. Nombreux sont aujourd'hui les hommes politiques ivoiriens qui se rêvent déjà en successeur d'Alassane Ouattara, au point d'en faire une folle obsession. L'heure de la mobilisation a sonné dans toutes les chapelles politiques. Que ce soit au Rassemblement des Républicains (RDR), au Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), dans la coalition RHDP (Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix) ou encore dans les partis de l'opposition, la succession du Président Ouattara en 2020 est dans le viseur des uns et des autres.

o *La présidentielle de 2020 en ligne de mire*

En Côte d'Ivoire, l'année 2020 s'apprécie à l'aune des ambitions personnelles des hommes politiques. Certains parmi eux estiment que 2020 est encore loin, tandis que d'autres pensent que c'est maintenant qu'il faut commencer à se préparer pour franchir les défis politiques auxquels ils

auront à faire face pendant cette période. Dans un tel contexte, les egos bien souvent surdimensionnés des uns et des autres risquent de constituer un frein à l'action gouvernementale. Sans toutefois tomber dans le fétichisme des dates, le scrutin présidentiel de 2020 marquera un tournant décisif dans l'instauration d'un climat de paix positive en Côte d'Ivoire. Une analyse purement géopolitique permet de constater que certains remous sociopolitiques que nous vivons en ce moment ont un lien étroit avec les ambitions que certains hommes politiques caressent en 2020. D'ailleurs, en se fondant sur les positions des hommes politiques, plusieurs observateurs avertis de la scène politique ivoirienne sont très sceptiques concernant l'issue de la succession du Président Ouattara. Pendant que beaucoup prédisent à la Côte d'Ivoire l'apocalypse en 2020, des hommes politiques ivoiriens estiment que cette période pourrait constituer l'apothéose de leur carrière politique.

A l'analyse de ce qui précède, la prise en compte de l'avenir politique de la Côte d'Ivoire, en tant que défi majeur dans l'édification d'un climat de paix positive dans le pays, devrait mettre un point d'honneur sur les joutes électorales qui pointent à l'horizon 2020. Si d'un point de vue socioéconomique, le pays entend faire son entrée dans la catégorie des pays dits « *émergents* », force est de constater qu'une éventuelle crise autour de la succession du Président Ouattara risque de faire plonger le pays dans le chaos. A l'heure actuelle, le véritable défi qui s'impose à la Côte d'Ivoire dans l'édification d'un climat de paix positive consiste à aborder le scrutin présidentiel de 2020 dans l'intérêt supérieur de la Nation.

Concrètement, il s'agira d'organiser des élections crédibles, transparentes et ouvertes à tous, qui se solderont par le triomphe de la voie des urnes. C'est en agissant de la sorte que l'on pourra consolider un certain nombre d'acquis.

○ **2020 : Fin ou relance d'un cycle de violence ?**

En Côte d'Ivoire, l'année 2020 apparaît comme la fin d'un cycle et du renouvellement d'une génération d'hommes politiques. Pour la première fois, depuis la mort du Président Houphouët-Boigny, aucun des trois ténors (Henri Konan Bédié, Alassane Ouattara, Laurent Gbagbo) qui ont occupé le devant de la scène politique ivoirienne plus de deux décennies durant pourraient ne pas être candidats à cette élection présidentielle. C'est donc l'occasion pour la nouvelle génération d'hommes politiques ivoiriens d'émerger et de se positionner dans un univers où la gérontocratie bat son plein et sur « *un échiquier politique aux allures de panier à crabes* ». En effet, en Côte d'Ivoire tout comme ailleurs en Afrique, il existe des partis politiques où, à l'âge de 50 ans, on est qualifié à tort ou à raison de « *jeune homme* ». C'est à cette transition politique intergénérationnelle que l'on est appelé à assister.

En 2020, le système politique ivoirien sera à la croisée de tous les chemins. Dans un tel contexte, les conditions pour l'établissement d'une paix positive dans le pays supposent que la nouvelle génération d'hommes politiques ivoiriens inscrive au cœur de ses actions les questions de développement, de justice sociale et de promotion des droits de l'homme qui sont

si chères au continent africain. La responsabilité politique de la nouvelle génération d'hommes politiques ivoiriens sera basée sur le rapport du pouvoir à la liberté, principalement celle du citoyen lambda. Cette nouvelle génération d'hommes politiques qui a tendance à s'inscrire dans une dynamique de rupture avec la génération précédente peut assurément contribuer à jeter les bases sur lesquelles on pourra édifier un climat de paix positive en Côte d'Ivoire. Cependant, cette génération a grandi politiquement dans un contexte de violence tolérée et même soutenue. Il est crucial que les élections à venir soient crédibles et légitimes, pour éviter que la violence ne refasse surface. En plus, il faut que les hommes politiques comprennent que la perte du pouvoir s'inscrit dans une normalité démocratique. En attendant 2020, on assiste à une profonde mutation du paysage politique ivoirien, à travers des jeux de positionnement et la naissance d'alliances réelles ou supposées. C'est le cas de la nouvelle coalition politique dénommée Ensemble pour la Démocratie et la Souveraineté (EDS) qui a vu le jour le jeudi 20 avril 2017. Elle comprend le Rassemblement Pour la Paix (RPP), l'Alliance Ivoirienne pour la République et la Démocratie (AIRD), l'Union des Nouvelles Générations (UNG) et le Front Populaire Ivoirien (FPI) tendance Aboudramane Sangaré.

O Jeux de positionnement et alliances de circonstances

L'avenir politique de la Côte d'Ivoire se conjugue au gré des différentes alliances politiques qui se sont nouées et dénouées en fonction de la conjoncture du moment.

S'il est communément admis qu'en politique l'intérêt du moment prime bien souvent sur les convictions intrinsèques, force est de constater que dans ce domaine, les promesses n'engagent que ceux qui y croient. La vérité, c'est que l'analyse du contexte géopolitique montre à bien des égards que la classe politique ivoirienne est en train de faire lentement mais sûrement sa mue. Certaines alliances politiques qui étaient valables en 2010 ont volé en éclat.

Désormais, en Côte d'Ivoire, le débat politique s'articule autour d'une éventuelle alternance dans le cadre de la succession du Président Ouattara. Le PDCI, l'allié incontournable du RDR, parti au pouvoir, a levé un coin du voile, par la voix de son Président, l'ancien chef d'Etat Henri Konan Bédié, en affichant clairement ses intentions. En effet, le parti septuagénaire estime que le candidat du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix devrait être issu de ses rangs, conformément à « *l'appel de Daoukro* » et à son soutien à la réélection du Président Ouattara en 2015.

Pour rappel, c'est le 17 septembre 2014, au cours d'un meeting dans sa ville natale de Daoukro que le Président Bédié a lancé un appel à tout le RHDP, plus particulièrement, le PDCI, à voter pour le Président Ouattara. La particularité de cet appel est qu'il consacre l'alternance en 2020 entre le PDCI et le RDR. Dans une interview accordée à *Jeune Afrique*, le 23 octobre 2015, le Président Bédié explique longuement les raisons de cet acte politique majeur : « *C'est un appel de la raison. Depuis 2000, les élections en Côte d'Ivoire se sont toujours soldées par de graves troubles et des milliers de morts. Il fallait éviter cela cette*

fois-ci, d'autant plus que la plupart des acteurs politiques présents lors de ces troubles sont encore actifs sur la scène politique. [...] C'est aussi un appel à la continuité. Ouattara a ensuite débuté des travaux qui sont désormais visibles de tous et qui valent bien de lui accorder un second mandat. J'ai préconisé que tout le monde se rassemble encore une fois autour de lui afin de conforter à la fois la stabilité politique de notre pays et la sécurité des Ivoiriens ».

Et pourtant, aujourd'hui, tout porte à croire que l'alternance de 2020 semble être l'objet d'un désaccord entre les deux alliés de poids. De son côté, le RDR semble ne pas entendre le même son de cloche que le PDCI. Dans un communiqué émanant du bureau politique datant du 4 juillet 2017, le parti juge « *malsain et inopportun* », la résurgence du débat sur la succession du Président Ouattara. Certains ténors de ce même parti ne cachent pas leur désaccord sur le fait que l'alternance revienne à leur allié du PDCI en 2020. Interrogé sur cette question, le Président de la République lui-même n'a pas manqué de faire remarquer qu'il est trop tôt pour parler d'alternance. Dans son discours télévisé prononcé le 06 Août 2017, à la veille de la fête nationale, celui-ci a dit « *aux uns et aux autres que pour la prochaine élection présidentielle, tous pourront se porter candidat, selon les dispositions de notre loi fondamentale qui garantit des élections démocratiques et transparentes.* » Les questions de la succession du Président Ouattara et de l'alternance en 2020 s'invitent davantage dans les débats au sein même des partis politiques classiques. Ainsi, depuis quelques mois, l'ambiance morose suivie des débats parfois houleux, par médias interposés ou sur les réseaux sociaux entre le RDR et son allié « *naturel* » des ex-forces nouvelles montrent la lutte pour le positionnement stratégique et surtout le caractère volatile des différentes alliances

politiques dans ce contexte d'alternance. Ces luttes de positionnement et les alliances de circonstances observées devraient faire l'objet d'une attention dans la recherche d'une paix positive dans le pays.

L'opposition ivoirienne reste également en proie à de nombreuses tensions dues à une lutte farouche pour le contrôle du Front Populaire Ivoirien (FPI), formation politique créée par le Président Laurent Gbagbo au début des années 1990. Si la perte du pouvoir et surtout l'incarcération à la Cour Pénale Internationale (CPI) de leur leader emblématique apparaissent comme un coup de massue pour l'ex-majorité présidentielle, il n'en reste pas moins de faire remarquer que le FPI connaît une véritable crise de leadership. Sept ans après la chute de leur gouvernement, ce parti continue d'être tiraillé entre deux courants. Le premier, radical et composé des « *Gbagbo ou rien* » (GOR) fait de la libération du Président Gbagbo le préalable à sa participation à la vie politique de la Nation. L'autre, plus modéré estime que l'opposition ivoirienne ne peut prospérer ou se faire entendre en optant pour la politique de la chaise vide. Par conséquent, ce courant estime qu'il est de son devoir de prendre une part active aux activités politiques du pays.

Il faut noter que ces deux tendances du FPI ont la particularité d'être d'accord sur leur désaccord. Et pourtant, l'opposition ivoirienne devrait jouer un rôle capital dans l'édification d'un climat de paix positive, en jouant le rôle de contrepoids au pouvoir. Il est important de souligner que dans ce jeu de positionnement, des militaires soient également perçus comme des acteurs incontournables dans l'évolution du contexte géopolitique. Cette posture qu'ils

adoptent est la conséquence de la politisation de l'outil ivoirien de défense et de sécurité. Au-delà de l'avenir politique du pays qui hélas, fait l'objet d'antagonisme, la question de la réconciliation nationale apparaît comme le défi qu'il convient de relever, dans le processus d'édification d'un climat de paix positive dans le pays.

• **La réconciliation nationale : repenser la dynamique**

La décennie de conflit que la Côte d'Ivoire a connue s'est soldée par une crise post-électorale d'une violence inouïe. L'élection présidentielle de 2010, que tous les Ivoiriens appelaient de leur vœu et qui en principe, aurait pu constituer la clé de voûte d'un dénouement heureux des tensions politiques dans le pays, a elle-même été à l'origine de graves tensions qui ont davantage divisé les populations. Concrètement, cette crise post-électorale a exacerbé la fracture sociale qui existait déjà entre les communautés aux quatre coins de la Côte d'Ivoire. Elle a installé un climat de méfiance entre différents groupes ethniques, qui depuis plus d'une décennie, en raison de la manipulation politique du concept de « *Ivoirité* », vivaient déjà dans un climat de méfiance extrême. Rappelons que, dans l'ouvrage-manifeste *L'ivoirité ou l'esprit du nouveau contrat social* d'Henri Konan Bédié, publié par le CURDIPHE, l'ivoirité est définie comme « *l'ensemble des données socio-historiques, géographiques et linguistiques, qui permettent de dire si un individu est citoyen de Côte d'Ivoire ou Ivoirien.* » Cependant, dans le prolongement des discours haineux des hommes politiques, les différents affrontements interethniques dans certaines régions ont révélé les tensions qui subsistaient dans le pays. Il ressort des différentes investigations

qu'au cours de cette période critique dans l'histoire de la Côte d'Ivoire, plusieurs violations des droits de l'homme, et non des moindres, ont été commises sur la base des appartenances politiques, ethniques et religieuses.

A l'aune de ce qui précède, réconcilier l'ensemble des Ivoiriens apparaît comme un défi majeur à relever dans la mise en place des conditions pour l'édification d'un climat de paix positive dans le pays. Malheureusement, sept ans après cet épisode douloureux de la crise post-électorale, le contexte sociopolitique ivoirien continue d'être fragilisé et surtout marqué par des rancœurs et des vengeances. Et pourtant, au lendemain de la crise post-électorale, l'Etat de Côte d'Ivoire a affiché sa volonté de réconcilier tous les fils et filles du pays dans l'intérêt supérieur de la Nation. La mise en place d'une Commission Dialogue Vérité et Réconciliation (CDVR) est apparue comme une étape incontournable dans la mise en œuvre de ce vaste projet de sortie de crise. Elle a eu entre autres pour missions de résorber les traumatismes et de poser les conditions d'une réelle réconciliation. Malgré toutes les actions menées par la CDVR avant qu'elle ne passe le relais à la Commission Nationale pour la Réconciliation et l'Indemnisation des Victimes (CONARIV), de nombreux défis restent encore à relever et des efforts considérables devraient être faits en vue d'une réconciliation vraie entre tous les Ivoiriens.

○ **Mettre les hommes politiques face à leur responsabilité**

En Côte d'Ivoire, la réconciliation passe avant tout par la réelle volonté des hommes politiques, surtout celle de leurs leaders, de se réconcilier entre eux, en dépit des enjeux politiques actuels ou à venir. Ces enjeux se traduisent, d'une part par l'alternance au sein du RHDP et d'autre part par la réconciliation entre les cadres du FPI. Depuis sept ans, cette volonté de la classe politique, qui ne se limite qu'aux différents discours de bonne intention, apparaît comme le chaînon manquant de ce projet de société qui est incontournable dans la création des conditions devant favoriser l'émergence d'un climat de paix positive dans le pays. L'implication de certains hommes politiques ivoiriens dans le processus de réconciliation nationale n'est pas marquée par des actes forts, qui pourraient donner un coup d'accélérateur au processus. En effet, dans un contexte géopolitique dominé par la conscience d'appartenance, chaque leader politique conserve sa tactique politique en vue de dominer un groupe d'individus et d'asseoir son hégémonie et son idéologie politique dans une zone géographique bien donnée. Par ailleurs, les leaders d'opinion, qui constituent des référentiels régionaux et sociaux, apparaissent comme des modèles pour leurs différentes populations. Et étant donné qu'ils sont influents, bien souvent, leurs attitudes ont un impact considérable sur la posture adoptée par les populations. En Côte d'Ivoire, le paysage politique est tel qu'il existe une forte interconnexion entre les acteurs politiques et leurs communautés d'origines. Cette ethnicisation du jeu politique pourrait constituer une entrave à la question de la réconciliation.

Dans l'imaginaire collectif en Côte d'Ivoire, la crise post-électorale a vu l'émergence de deux camps protagonistes : « *le camp des vainqueurs et celui des vaincus* ».

Certains de ceux qui estiment appartenir au camp « *des vaincus* », c'est-à-dire l'ex-parti au pouvoir continuent de ruminer leur colère et leur vengeance à l'endroit de ceux qu'ils qualifient de « *vainqueurs* », qui ne sont autres que les affiliés au RHDP. Vu sous cet angle, la réconciliation nationale apparaît comme un projet sensible dont la réussite devra jeter les bases de l'émergence d'une paix positive en Côte d'Ivoire. Elle doit supposer l'acceptation des uns et des autres, traduire une justice équitable et se solder par des compromis et la négociation. En outre, la réconciliation nationale doit symboliser le retour à l'ordre social perdu ou la construction d'un nouvel ordre social consensuel. C'est donc une question d'inclusion et de justice.

Depuis la fin de la crise post-électorale, la détention en prison de certains leaders politiques clés, sans procès, pourrait constituer une pesanteur qui tire certainement le processus de réconciliation vers le bas. Si cette situation est mal vécue par le camp dit « *des vaincus* », il n'est pas rare d'entendre quelques leaders de l'opposition ivoirienne dénoncer une justice sélective aux mains du camp « *des vainqueurs* », pour assurer leur domination sur le camp « *des vaincus* ».

Au lendemain de la crise post-électorale, plus de 300 000 Ivoiriens avaient pris le chemin de l'exil. Mais, grâce aux efforts considérables du Gouvernement, on a observé au fil des années le retour de plusieurs vagues de réfugiés au pays. Toutefois, il existe encore quelques milliers d'Ivoiriens qui, depuis leur exil, continuent de nourrir des projets de vengeance, qui se matérialisent par la volonté de porter une atteinte à la sûreté de l'Etat. La question des exilés pro-Gbagbo, qui ruminent une vengeance en parlant de « *match retour* »,

devrait retenir l'attention des autorités ivoiriennes. Car une paix durable dans un pays ne saurait être une réalité tant qu'il y aura des exilés militaires et politiques toujours prêts à en découdre avec le régime en place. C'est pour cette raison qu'il est plus qu'opportun pour le Gouvernement de poursuivre la dynamique du dialogue déjà enclenché, afin que tous les fils du pays reviennent à « *la maison mère* ». Au-delà de sa connotation politique, la réconciliation nationale en Côte d'Ivoire revêt un pan social qu'il convient de mettre en exergue.

o Privilégier toutes les étapes dans le processus

En Côte d'Ivoire, la réconciliation ne sera effective qu'à condition de ne pas brûler un certain nombre d'étapes. C'est en agissant de la sorte qu'elle pourra contribuer à l'émergence d'un climat de paix positive. Il faudrait que la lumière soit faite sur tous les crimes qui ont été commis depuis ces dernières années. Cela permettra de situer les responsabilités des uns et des autres. Par ailleurs, cette réconciliation devra être tout azimut. Concrètement, il s'agit de réconcilier les Ivoiriens avec eux-mêmes et avec les communautés étrangères vivant en Côte d'Ivoire. Il faut également réconcilier les Ivoiriens avec leur armée. Mais ce qui est très important, c'est de réconcilier l'armée avec elle-même, en bannissant des habitudes des soldats, cet esprit clanique qui est entretenu et dont la finalité est de diviser davantage l'outil ivoirien de défense. Cela doit passer par la mise en place d'un véritable programme de cohésion au sein des FACI. Dans ce processus de réconciliation, il faut surtout qu'il n'y ait aucun laissé pour compte.

Pour mieux appliquer cette vision de la réconciliation, il aurait été judicieux de faire précéder la mise en place de la CDVR par la

réalisation d'une enquête sociologique nationale afin de déterminer les conditions objectives d'une réconciliation réussie et vraie en Côte d'Ivoire. Cette étude aurait pu contribuer à prendre connaissance des réels problèmes à résoudre par la CDVR, ce qui rendrait ses actions plus efficaces. L'absence d'une telle étude, avant même la mise en place de cette commission, a contribué à sa fragilité jusqu'au terme de sa mission. Pour qu'elle contribue à l'édification d'un climat de paix positive, la réconciliation nationale doit mettre l'accent sur sa dimension sociale en privilégiant les rapports entre les Ivoiriens. Considérée comme le symbole et le ciment de l'unité nationale, elle doit exclusivement passer par le pardon des uns envers les autres et l'oubli des rancœurs accumulées. Au-delà des hommes politiques, elle doit prendre en compte toutes les couches socioprofessionnelles du pays. Tout comme la réconciliation, la mise en œuvre effective de la Réforme du Secteur de la Sécurité apparaît comme un défi majeur à relever dans le cadre de l'édification d'une paix positive.

• La RSS : aller au-delà de l'existant

Au lendemain de la crise post-électorale, la Côte d'Ivoire a entrepris la mise en place d'un vaste programme de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS). L'application d'un tel processus dans le pays répondait dans l'urgence à un double objectif. D'une part, il était question de redynamiser le système ivoirien de défense et de sécurité, qui pendant ces années de crises avait été mis à rude épreuve. D'autre part, il fallait une telle réforme pour sortir l'armée (devenue trop politique au fil des années) du champ politique, afin de la situer à la place qui lui sied le mieux dans la société ivoirienne. Pour joindre l'acte à la parole, le Président Ouattara a créé le Conseil National de la Sécurité (CNS), dont la mission est de traiter les questions relatives à la sécurité intérieure et extérieure de la Côte d'Ivoire. Ainsi, depuis sa création et sous la houlette du chef d'Etat ivoirien, le CNS a su donner les grandes orientations stratégiques devant permettre aux différentes structures en charge de la sécurité de prendre action sur le terrain. C'est dans ce contexte que le Gouvernement a mis en œuvre la RSS. Telle qu'elle a été pratiquée en 2012, la RSS a permis de relégitimer l'Etat, de renforcer sa fonction régulatrice et de responsabiliser les différents acteurs du secteur de la sécurité. Elle a été lancée dans un contexte favorable. En plus du soutien de la communauté internationale, le processus a bénéficié d'une volonté politique affichée au plus haut niveau. Cela se traduit par le fait que le CNS, qui est la structure en charge de mettre en œuvre le programme de Réforme du Secteur de la Sécurité, est placé sous l'autorité directe du Président de la République qui le préside. Aussi, faut-il souligner que dans sa mise en œuvre, la

RSS a fait l'objet d'une appropriation nationale avec la disponibilité d'une expertise ivoirienne de haut niveau. Cela a d'ailleurs été un sentiment partagé entre les autorités ivoiriennes et l'ensemble de la communauté internationale. En gros, cette ressource humaine nationale qui connaît mieux le contexte sociopolitique du pays a permis de mettre en œuvre la réforme en tenant compte de certaines sensibilités. Une autre condition favorable à la Côte d'Ivoire est la disponibilité de ressources financières propres au pays. La société civile a été aussi régulièrement consultée dans la mise en œuvre de cette réforme.

En Côte d'Ivoire, la réforme du secteur de la sécurité devrait apparaître comme un point clé pour faire aboutir le processus de réconciliation nationale. Elle vise la sécurité humaine, c'est à dire l'individu et son bien-être, la quiétude de la population, en même temps que le système de défense et de sécurité nationale. Elle concerne donc toute l'armature de la sécurité au sens le plus large, à savoir l'armée, la gendarmerie, la police, les douanes, les eaux et forêts, la justice, le système pénitentiaire, ou encore les organes de contrôle démocratique et du citoyen, tels que le parlement et la société civile. Vu sous cet angle, la RSS se décline en un ensemble de mesures, en vue de rendre tous les acteurs et les institutions en charge de la sécurité plus professionnels afin qu'ils agissent dans un cadre respectant les principes de bonne gouvernance. En un mot, les rendre responsables devant la population. À terme, la réforme du secteur de la sécurité devrait ramener la confiance dans le tissu social.

A ce jour, le processus suit son cours. Certaines réformes devant être appliquées dans l'urgence ont pu l'être et fonctionnent correctement, tandis que d'autres n'ont pas encore connu un début d'application. En outre, selon le secteur visé, les institutions du secteur concerné réagissent différemment. Certaines font de la résistance, sur base d'incompréhension ou de rapport de force. Au titre du système de défense et de sécurité, en dépit d'avancées notables sur certains points (la promotion du genre au sein des institutions de défense et de sécurité), la situation générale est critique. Après la crise post-électorale, l'armée, ayant été balafnée par les crises successives depuis une dizaine d'années, cristallise toutes les attentions. C'est dans cette optique que les autorités politiques du moment promettent de tout mettre en œuvre pour sa réforme. Pour l'heure, la mise en œuvre des réformes stagne et la reconstruction de l'armée ivoirienne s'avère de ce fait être une œuvre titanesque.

Les autres secteurs comme la police, les douanes, les eaux et forêts, la justice et le système pénitentiaire ont aussi bénéficié de réformes structurelles dans le contexte de la réorganisation des forces de sécurité intérieure. Ces forces sont marquées du sceau de la coordination et de la synergie de leurs actions dans leurs zones de compétences. Elles sont complémentaires, aptes à échanger et à partager les informations susceptibles d'aider à la résolution des enquêtes et des procédures judiciaires. Les effets de la mise en œuvre concrète de ces mesures ne sont pas encore perceptibles.

Toutefois, il est important de souligner que le processus du DDR, qui n'est qu'un volet de la RSS, apparaît comme une dynamique qui pèse considérablement dans la création de conditions favorables pour l'émergence d'une paix positive en Côte d'Ivoire.

• **Le DDR et les enjeux du moment**

À la fin de la crise post-électorale, la nécessité de rétablir la sécurité et de recoudre le tissu social en lambeau a commandé un désarmement des cœurs et des esprits, et même à un désarmement effectif des forces ayant pris part aux différents affrontements. C'est dans cette atmosphère que sera créée l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (ADDR) des ex-combattants, en vue de piloter le processus DDR. L'ADDR a eu pour mission principale de contribuer à rétablir la sécurité et la paix durables dans le pays. Avec le démarrage effectif de ses activités en octobre 2012, cette structure a mis fin à sa mission en Juin 2015, avec le satisfecit du Gouvernement Ivoirien et de l'ensemble de la communauté internationale. Le DDR est aujourd'hui perçu comme un modèle de réussite par l'Organisation des Nations Unies ainsi que par l'ensemble des partenaires au développement, qui voient dans la mise en œuvre de ce processus en Côte d'Ivoire un cas d'école qui devrait servir d'exemple à tous les pays en situation de sortie de crise. Cependant, la récurrence et la persistance des mouvements d'humeur des démobilisés, depuis la fin du processus, notamment en 2017, nous invitent à une réflexion sur les enjeux de ce processus, eu égard au contexte politique, sécuritaire et économique du pays, surtout à trois années de l'élection présidentielle de 2020.

La mise en œuvre du DDR en Côte d'Ivoire a obéi à plusieurs enjeux qui en eux-mêmes ont constitué des obstacles à la bonne tenue du processus et continuent aujourd'hui de peser sur la période post-DDR. Le premier enjeu qui se dégage est d'ordre politique. Et cela se traduit par le fait que pendant toute la crise, que ce soit en zone gouvernementale comme en zone ex-CNO (Centre-Nord-Ouest), certaines personnalités se sont imposées dans la sphère politique du pays parce qu'elles disposaient d'hommes en armes. Autrement dit, ce sont les hommes en armes qui ont donné un poids à leurs carrures. Le DDR n'était pas bien perçu par la quasi-totalité de ces personnalités qui voyaient dans la mise en œuvre du processus, une façon de perdre leur pouvoir politique, en ce sens que désarmer, démobiliser et réintégrer leurs hommes reviendrait à les réduire à néant. Aujourd'hui, avec la fin du processus, il n'est pas étonnant de voir que ces personnalités continuent d'avoir un lien étroit avec certains ex-combattants, déjà réintégrés.

Le deuxième enjeu dans la mise en œuvre du DDR est d'ordre sécuritaire. Cela se justifie par le fait que le charisme et la puissance d'action de certains leaders politiques et certains chefs militaires, qui se sont impliqués dans la crise, se mesuraient à l'aune de leurs puissances de feu. Les armes dont disposait chaque camp ont aussi contribué à créer une situation de « *ni paix ni guerre* », dans le pays et à contenir aussi la violence. Vu sous cet angle, aucune des parties au conflit n'adhérait effectivement au processus DDR.

Le troisième enjeu relatif au DDR est d'ordre économique. En effet, la déliquescence de l'économie nationale, due à la

partition du pays en deux zones, a été une réalité. Cette situation d'exception va occasionner le développement d'une économie de guerre, tant en zone ex-rebelle qu'en zone gouvernementale.

Dans l'ex-zone CNO, le départ des structures régaliennes de l'État et des entreprises publiques ou privées a marqué l'écroulement de l'activité économique formelle. Cela a laissé un vide qui sera comblé par le développement progressif d'une économie de fait. Bien que se distinguant par son caractère exceptionnel, en raison du contexte de crise dans laquelle elle s'est développée, il n'en reste pas moins qu'elle était structurée et organisée par certains responsables politiques et chefs militaires de la zone. Parallèlement à la zone sous domination de la rébellion, la zone contrôlée par les autorités gouvernementales pendant la crise a vu se développer une économie de circonstance baignant dans le flou. En effet, les besoins de mobilisation de ressources en vue de financer l'effort de guerre, amèneront l'État à se détourner des activités quotidiennes et ordinaires relevant de sa responsabilité. Une bonne partie des ressources financières de l'État sont consacrées au recrutement de supplétifs pour l'armée, à l'entretien de celle-ci et à l'acquisition d'armement, en vue de faire face aux menaces sécuritaires. Mais aussi cette économie d'exception a profité à une catégorie d'acteurs militaro-civils qui, entre-temps, a émergé avec de nouveaux types d'emplois qui se distinguent par leur caractère éphémère et circonstanciel. Cette catégorie d'acteurs constituée de jeunes, organisée en de groupements politiques, civils et armés a monnayé son militantisme et son engagement militaire en échange de rétribution. Il ressort des analyses que les enjeux économiques du DDR se présentent comme un contexte

économique précaire et désorganisé, tant en zone rebelle qu'en zone loyaliste, et profitant en partie à une minorité de privilégiés. C'est dans ce contexte que s'est mis en place et surtout qu'a évolué le processus du DDR. Cette situation aura un impact négatif sur le déroulement du DDR et sa tournure finale, car les nouveaux privilégiés, dans chaque partie, sont plutôt soucieux de préserver les avantages financiers acquis par la force des armes ou par leur implication politique dans cette crise plutôt que de s'engager de manière franche dans le processus. Un tel engagement équivaldrait à un retour à la vie civile, à une vie normale et donc à la perte des avantages financiers liés à leur statut d'acteurs armés et politiques majeurs dans cette crise militaro-politique.

Par ailleurs, il convient de retenir que les enjeux politiques, sécuritaires et économiques ont contribué à influencer le déroulement du long processus de DDR qu'a connu la Côte d'Ivoire, et ce malgré les résultats satisfaisants que ce processus a pu atteindre. Son application a mis en évidence la capacité des acteurs politiques à orienter ce processus au gré de leurs intérêts partisans. Les événements de l'année 2017 montrent à bien des égards que la question de la prise en compte des démobilisés en tant qu'acteurs incontournables dans le jeu politique actuel et à venir n'est plus à démontrer. Ceux-ci ont réussi à établir des connexions avec ces acteurs politiques pour lesquels ils pourraient monnayer leurs services en temps opportun. En effet, les élections législatives de 2011 ont démontré cette réalité. Certains candidats n'ont pas hésité à recourir aux démobilisés au cours des

campagnes électorales. Mieux, les dernières manifestations violentes ont achevé de convaincre l'opinion de leur capacité de nuisances. En dépit des difficultés enregistrées, le DDR en Côte d'Ivoire reste un cas d'école pour tous les pays qui sortent de crise.

III- «NI PAIX NI GUERRE»? CONCLUSION ET RECOM- MANDATIONS

Cette étude nous a permis de mettre en exergue les différents enjeux géopolitiques qui s'enchevêtrent et qui permettent de comprendre l'évolution de la situation sociopolitique en Côte d'Ivoire. Comme il a été donné de le constater, le pays a connu quelques crises majeures qui ont sûrement modifié sa destinée. Cependant, la crise post-électorale de 2011 apparaît comme une période critique dans l'analyse des conditions relatives à une paix durable en Côte d'Ivoire. Il est vrai que, grâce aux différents programmes de sortie de crise mis en œuvre depuis 2011, la Côte d'Ivoire a emprunté le chemin de la paix. Mais, les indices du baromètre social permettent de comprendre qu'il existe de nombreux soubresauts dans cet environnement de paix. L'analyse de ce baromètre social montre qu'à l'heure actuelle, il s'agit bel et bien d'un climat de paix négative qui règne dans tout le pays. La Côte d'Ivoire n'est plus en guerre, mais le chemin pour la paix reste long. Les différents défis sociaux (notamment la pauvreté) constituent un risque pour la sécurité humaine à long terme, si une partie de la population est abandonnée sans éducation, sans santé et sans travail. Cette situation peut contribuer à la radicalisation des jeunes dans le futur. En effet, si le développement ne permet pas l'amélioration de la situation sociale du citoyen lambda, cela représente un défi sécuritaire. Par exemple, nous pouvons citer au titre de l'année 2016 la colère contre la hausse des tarifs de l'électricité ; et pour ce qui est de l'année 2017, la manifestation de producteurs de cacao, les grèves des fonctionnaires, des enseignants, des étudiants et des élèves.

Mais, le véritable défi qui s'impose à l'ensemble de la Nation est de parvenir à mettre en place un certain nombre de mécanismes qui permettront de créer des conditions qui verront l'émergence d'une paix positive. Plus qu'un sursaut patriotique, chaque ivoirien, quel que soit son positionnement dans la société, devrait s'y atteler. C'est en agissant de la sorte que l'on pourra s'inscrire dans la philosophie du Président Félix Houphouët-Boigny pour qui « *la paix, ce n'est pas un vain mot mais plutôt un comportement.* » Abordant dans ce sens, nous estimons que plus qu'un comportement, la paix positive devrait être un état d'esprit. Ainsi, pour les besoins de l'exercice, nous faisons des recommandations à différents niveaux :

➤ Au Gouvernement Ivoirien

- Poursuivre la volonté politique pour une réconciliation par la mise en place effective et pérenne d'un cadre de dialogue avec l'opposition et la société civile, et y aborder toutes les questions importantes sur le processus politique, le procès des acteurs politiques et militaires. Un tel cadre devra être également mis en place au niveau local pour œuvrer à la paix locale ;
- Repenser la réforme du secteur de la sécurité dans le pays en l'adaptant aux réalités du terrain. Concrètement, il s'agit de poser des actions concrètes et de définir les priorités en vue de la réforme des Forces Armées de Côte d'Ivoire, notamment en mettant l'accent sur l'amélioration des conditions de vie et de travail des militaires ;

- Mettre en place une entité d'écoute et d'orientation de personnes vulnérables, plus particulièrement des démobilisés. Cela aura l'avantage de leur trouver un interlocuteur, mais surtout de mieux cerner leur état d'esprit, au-delà de leurs revendications financières ;
 - Reformuler le système éducatif pour le rendre attrayant et en adéquation avec les attentes des besoins sociaux économiques, pour un meilleur encadrement des jeunes ;
 - Améliorer la communication sur l'action menée au niveau de la sécurité et sur les risques qui existent pour la population ;
 - Recommander un processus visant à encourager des pratiques politiques moins dangereuses pour la paix par le biais de nouvelles règles et de nouveaux engagements publics des leaders ;
 - Lutter contre ses propres érosions en éduquant le citoyen au civisme (respect des lois et des institutions de la République).
- **A la Fondation Friedrich Ebert**
- Compte tenu de la crédibilité de ses activités en Côte d'Ivoire et de sa renommée internationale, la fondation Friedrich Ebert devrait contribuer à l'émergence de la paix positive dans le pays, en développant des modules d'éducation à la culture de la paix ;
 - Soutenir les tables rondes locales pour obtenir l'ancrage de la paix au niveau communal ;
 - Être l'un des relais entre le Gouvernement et la société civile ;
 - Se faire l'avocat de l'importance des problèmes sociaux dans le débat sur la sécurité et sensibiliser le Gouvernement et la communauté internationale pour les solutions durables ;
 - Fournir les échanges régionaux et mondiaux sur la sécurité et la paix.

➤ **Au Gouvernement Allemand et à l'Union Européenne**

- Réorganiser le soutien financier et l'appui technique apportés au Gouvernement Ivoirien, en privilégiant le financement de certaines activités incontournables à l'édification d'une paix positive en Côte d'Ivoire. Il s'agit entre autres des activités relatives à la réconciliation nationale et la réforme du secteur de la sécurité ;
- Soutenir les organisations de la société civile ivoirienne qui œuvrent dans le domaine de la réconciliation nationale et la gouvernance du secteur de la sécurité à travers des formations et des financements ;
- Privilégier les investissements dans les initiatives ayant un impact direct sur l'amélioration des conditions de vie des Ivoiriens, et pas uniquement dans les projets phares à Abidjan ;
- Accompagner les Ivoiriens dans l'organisation pratique des prochaines élections présidentielles, notamment en matière d'expertise et en mobilisant des observateurs avec une forte implication qui soient issus de la CEDEAO, de l'UA, de l'ONU et d'autres institutions pertinentes.

Bibliographie

BAULIN Jacques, *La succession d'Houphouët-Boigny, les débuts de Konan Bédié*, Paris, Ed. Eurafor-press, 1995, 180 P.

BAYLE Bernard, *Côte d'Ivoire : 1993-2003 : Autopsie d'une déchirure*, Montpellier, Ed. Service des Publications de Montpellier III, 2007, 302 P.

BÉDIÉ Konan Henri, *La Côte d'Ivoire : une société nouvelle aux frontières nouvelles du développement*, Abidjan, Ed. Neter, 1995, 305 P.

BLÉ Goudé Charles, *Crise ivoirienne : ma part de vérité*, Abidjan, Ed. Leaders team associated/Frat mat éditions, 2006, 190 P.

BOUQUET Christian, *Géopolitique de la Côte d'Ivoire*, Paris, Ed. Armand Colin, 2005, 320 P.

BOUTHOU L Gaston, *Traité de polémologie: Sociologie des guerres*, Paris, Ed. Payot, 1970, 560 P.

DOMERGUE-CLOAREC Danielle (dir), *La crise ivoirienne de novembre-décembre 2004*, Montpellier, Ed. PUMML, 2005, 170 P.

DU PARGE Agnès, *Parmi les rebelles : Carnets de route en Côte d'Ivoire 19 septembre 2002-19 septembre 2003*, Paris, Ed. L'Harmattan, 2004, 216 P.

FLORQUIN Nicolas et BERMAN G. Eric, *Armés mais désœuvrés : groupes armés, armes légères et sécurité humaine dans la région de la CEDEAO*, Bruxelles, Ed. Grip, 2005, 391 P.

GBAHI Kouakou-Kouakou, *le peuple n'aime pas le peuple : La Côte d'Ivoire dans la guerre civile*, Paris, Ed. Gallimard, 2006, 187 P.

GNOHITIE Gomé Hilaire, *Le rempart : Attaque terroriste contre la Côte d'Ivoire*, Paris, Ed. L'Harmattan, 2004, 400 P.

GRAMIZZI Claudio, DAMIAN Matthieu, *La crise ivoirienne, de la tentative de coup d'Etat au gouvernement de réconciliation nationale*, Bruxelles, Ed. Grip, 2003, 48 P.

KONADJE Jean-Jacques, *L'ONU et le conflit ivoirien, les enjeux géopolitiques de l'intervention (2002-2010)*, Paris, Ed. L'Harmattan, 336 P.

LABERTIT Guy, *Adieu, Abidjan-sur-seine ! Les coulisses du conflit ivoirien*, Paris, Ed. Autrestemps, 2008, 325 P.

Marwane Ben Yahmed, *Amadou Gon Coulibaly : « La présidentielle ivoirienne de 2020, c'est loin... »*, Jeune Afrique N°2948 du 9 au 15 Juillet 2017, p. 24-29, disponible sur : <www.jeuneafrique.com>.

N'GORAN Kwamé, *Coup d'Etat en Côte d'Ivoire*, Paris, Ed. Klanba, 2000, 185 P.

PHILIPPE David, *La Côte d'Ivoire*, Paris, Ed. Karthala, 2000, 311 P.

RUEFF Judith, *Côte d'Ivoire, le feu au pré carré*, Paris, Ed. Autrement frontières, 2004, 127 P.

SORO Guillaume, *Pourquoi je suis devenu rebelle, la Côte d'Ivoire au bord du gouffre*, Paris, Ed. Hachette Littérature, 2005, 173 P.

VERGES Jacques, *Crimes contre l'humanité : massacres en Côte d'Ivoire*, Paris, Ed. Pharaos, 2006, 276 P.

VERSCHAVE François-Xavier, *Françafrique: le plus long scandale de la République*, Paris, Ed. Stock, 2003, 379 P.

ZEEBROEK Xavier, *Côte d'Ivoire, la paix malgré l'ONU ?*, Bruxelles, Ed. GRIP, 2008, 41 P.

Séries FES sur la Paix et la Sécurité en Afrique No. 25

A propos des Séries FES sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Le manque de sécurité est l'un des principaux obstacles au développement et à la démocratie en Afrique. L'existence de conflits violents prolongés ainsi que le manque de responsabilisation dans le secteur de la sécurité dans de nombreux pays entravent la coopération dans le domaine de la politique de sécurité. L'émergente Architecture Africaine de Paix et de Sécurité fournit un cadre institutionnel pour promouvoir la paix et la sécurité.

A propos de cette étude

«Pourquoi la paix 'positive' montre ses limites en Côte d'Ivoire». Dr Jean-Jacques KONADJE répond à cette question à travers cette étude, qui a permis de mettre en exergue les différents défis et enjeux géopolitiques qui s'enchevêtrent et qui permettent de comprendre l'évolution de la situation sociopolitique en Côte d'Ivoire. La crise post-électorale de 2011 apparaît comme une période critique dans l'analyse des conditions relatives à une paix durable en Côte d'Ivoire. Si la Côte d'Ivoire n'est plus en guerre, il faut dire que le chemin pour la paix reste long à l'analyse des indices du baromètre social. Les différents défis (les mutineries, les mouvements au sein de l'armée, influencés par le contexte sociopolitique, les ex-combattants démobilisés, le phénomène social des « microbes », la question des coupeurs

En tant que Fondation politique attachée aux valeurs de la démocratie sociale, Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) vise à renforcer l'interface entre la démocratie et la politique de sécurité. FES facilite donc le dialogue politique sur les menaces à la sécurité et les réponses qui y sont apportées au plan national, régional et continental. Les Séries FES sur la Paix et Sécurité en Afrique visent à contribuer à ce dialogue en faisant des analyses pertinentes, largement accessibles.

de route, etc.) constituent un risque pour la sécurité humaine à long terme. Mais, le véritable défi qui s'impose à l'ensemble de la Nation, c'est de parvenir à mettre en place, un certain nombre de mécanismes qui permettront de créer des conditions qui verront l'émergence d'une paix positive, en s'inscrivant dans la philosophie de la démocratie sociale. Comme le disait Willy Brandt : « Là où règne la faim, il n'y aura pas de paix dans la durée. Là où il y a de l'extrême pauvreté, il n'y aura ni loi ni justice. Là où l'existence reste menacée dans ses nécessités les plus élémentaires, il n'est pas permis de parler de sécurité ».